



L'avenir de l'industrie nucléaire impose de mettre fin à l'incohérence et l'inconstance stratégique

Lors du premier sommet international sur l'énergie nucléaire qui s'est tenu la semaine dernière à Bruxelles, de nombreux dirigeants européens ont réaffirmé la nécessité de développer le nucléaire, essentiel à leurs yeux pour atteindre les objectifs climatiques tout en assurant la sécurité énergétique. Signe d'un vent qui a tourné, la Présidente d'une Commission européenne dont l'engagement en faveur du nucléaire était jusqu'à présent plus que timoré, a participé à ce virage.

Si elle salue cette évolution salubre des dirigeants politiques, la CFE Énergies considère qu'il reste encore beaucoup à faire pour que le relance du nucléaire dépasse le stade des discours, notamment en matière de financement, qu'il s'agisse de la timidité de la Banque Européenne d'Investissement ou de la définition d'un cadre qui favorise la mobilisation des investisseurs privés.

C'est dans ce contexte que l'État a annoncé faire appel au parc nucléaire d'EDF pour mettre en place un service d'irradiation au profit du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) à la centrale nucléaire de Civaux. Pour la CFE Énergies, l'État doit tout d'abord s'assurer que cette nouvelle mission confiée à EDF au nom de la défense des intérêts vitaux de la Nation est strictement cohérente avec la raison d'être de l'entreprise qui est d'assurer le service public d'électricité des Français.

Cette cohérence est essentielle à la confiance des citoyens envers une des entreprises préférées des Français et à l'attractivité d'une entreprise qui a d'importants besoins de recrutement. Elle l'est tout autant du fait que le financement des très importants investissements industriels d'EDF au service de la sécurité énergétique du pays impose de pérenniser l'attractivité de l'entreprise auprès des investisseurs. Au moment où le Président de la République se mobilise pour assurer le financement du nucléaire, la confiance des investisseurs envers EDF est en effet essentielle.

Surtout, la CFE Énergies considère que l'État doit mettre fin à sa schizophrénie vis-à-vis d'EDF si sa volonté est désormais de voir l'électricien national pleinement mobilisé au service de la Nation.

Il ne peut demander à EDF d'aller plus vite que la musique quant au programme EPR2 quand il a lui-même fragilisé la filière nucléaire en arrêtant le projet Astrid et en exigeant durant de nombreuses années la fermeture de réacteurs nucléaires. Après avoir précipité la décision d'investissement d'Hinkley Point et imposé le rachat d'AREVA NP en 2015, l'État ne peut pas non plus demander à EDF en même temps de se désendetter, d'investir massivement dans le système électrique et de soutenir les consommateurs, les fournisseurs alternatifs et autres acteurs de marché, comme vient de le rappeler la Cour des Comptes dans sa dénonciation de l'inefficacité du bouclier tarifaire et de l'ARENH.

La CFE Énergies demande par conséquent au Gouvernement de mettre son énergie, non à mettre en scène ses remontrances contre le management et les salariés de l'entreprise, mais à défendre les intérêts d'une entreprise à laquelle il fait appel pour combler ses propres défaillances, comme le démontre cet appel à la centrale de Civaux. En oubliant que le nucléaire est une industrie du temps long, l'État n'a pas vu que son inconséquence budgétaire vis-à-vis du CEA était contraire aux intérêts supérieurs de la Nation.

Puisqu'EDF est désormais redevenue une entreprise d'intérêt national, le Gouvernement n'a plus aucune excuse pour ne pas défendre l'exception électrique française à Bruxelles comme en son temps l'exception culturelle française a pu l'être.

Si EDF et son parc nucléaire sont des outils au service de la Nation, voire même de la souveraineté européenne, le Gouvernement doit défendre une application plus qu'adaptée du régime européen des aides d'État, qu'il s'agisse du régime d'autorisation dans l'hydroélectricité, du financement public des EPR2 ou de la nouvelle régulation du parc nucléaire existant. En étant au service de la Nation et de l'État, c'est EDF qui aide l'État, et non l'inverse !